

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 14 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS DES VOLAILLES LEON DUPONT

2315 route Les Garateries
85270 Notre-Dame-de-Riez

Nos Références : **24-1250 NC**
Code AIOT : 0058502402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 avril 2024 dans l'établissement SAS DES VOLAILLES LEON DUPONT, implanté au 2315 route Les Garateries, 85270 Notre-Dame-de-Riez. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est faite dans le cadre du Plan de Programmation des Contrôles sur la thématique fluide frigorigène suite à une fuite accidentelle sur une installation de réfrigération ayant eu lieu en septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS DES VOLAILLES LEON DUPONT
- 2315 route Les Garateries - 85270 Notre-Dame-de-Riez
- Code AIOT : 0058502402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Volailles Léon DUPONT est un établissement dédié spécifiquement à l'abattage de canards maigre.

L'abattoir a subi un arrêt d'activité pendant un an et demi suite à la crise de l'influenza aviaire qui a fortement impacté le département de 2021 à 2023. L'activité a repris en septembre 2023. L'établissement est réglementé par une autorisation (AP n° 06-DRCLE/1-259 du 14/06/2006) au titre de la rubrique 2210.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Fluides frigo
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 1.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Risques	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	2 mois
13	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13	Demande d'action corrective	0 jour
14	Rejets des effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.5.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation et aménagement	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 2.1	Conforme
3	Implantation et aménagement	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 2.2	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Implantation et aménagement	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 2.4	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de réfrigération ont été modifiées sans que cela ait été porté à la connaissance du préfet.

Les procédures de fonctionnement des installations de réfrigération en mode dégradée (consignes d'arrêt d'urgence, gestion des alertes, mise en sécurité en cas de fuite, désignation des responsables) et l'enregistrement des alertes, des opérations d'entretien des installations et des anomalies ou non-conformités de vérifications périodiques avec les suites données ne sont pas totalement formalisés. Un effort d'écriture important dans la création de documents ou leur mise à jour et dans la traçabilité des actions de surveillance et d'entretien des installations est à consentir (déjà formulé lors de la dernière inspection).

L'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols n'est pas associé à un dispositif de rétention fonctionnel et maintenu fermé.

Les résultats de l'autosurveillance des rejets des eaux usées vers la station d'épuration communale présentent des non-conformités. Ces résultats ne sont pas déclarés à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

D'autres modifications structurelles et/ou fonctionnelles ont été apportées à l'installation (station de pré-traitement des eaux usées, réserve d'incendie, confinement des pollutions) sans qu'elles soient portées à la connaissance du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier Installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : vérification de l'adéquation entre la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation (au regard de la capacité unitaire des équipements) et de la quantité cumulée de fluide déclarée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)
Constats : L'établissement est répertorié pour une quantité cumulée de 970 kg de fluide frigorigène répartis dans 3 équipements. Des modifications ont été apportées en 2018 aux installations, modifiant les quantités susceptibles d'être présentes. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet. La capacité répertoriée dans le système de supervision des installations affiche 265 kg de fluide pour les centrales 1 et 2 et 500 kg pour la centrale 3, soit 1030 kg au total.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Implantation et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation fabrique, emploie (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à la rubrique 4802-2) ou stocke plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, elle est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.

Lorsque l'installation est soumise à la rubrique 4802-2 et comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, celui-ci est implanté et maintenu à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement. Une dérogation peut être accordée par le préfet sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque pour les tiers.

Pour les installations soumises à la rubrique 4802-2a, la distance d'isolement est mesurée à partir du local de compression ou de l'équipement extérieur. Cette disposition n'est pas applicable aux équipements dont la mise en service consiste exclusivement en un raccordement à un réseau électrique.

Constats :

L'ensemble des équipements sont implantés à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement : 1 équipement surplombe les ateliers de production, les centrales 1 et 2 sont situées le long de la clôture de l'ancienne habitation qui est la propriété de l'exploitant et qui est destinée à un projet de parking.

Le site est entièrement clos et placé sous vidéosurveillance.

Nouvelles centrales 1 et 2



Clôture de limite de l'ancienne habitation non tiers



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de tiers au-dessus de l'installation

Prescription contrôlée : Lorsque l'installation fabrique ou emploie (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à la rubrique 4802-2) plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, ou, lorsqu'elle est soumise à la rubrique 4802-2 et comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, elle n'est pas surmontée par des locaux habités ou occupés par des tiers.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Implantation et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement et organisation du stockage
Prescription contrôlée : Les locaux ou les aires de stockage sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri de toute source d'inflammation. Les aires de stockage sont indépendantes des aires de chargement et de déchargement. Elles sont agencées de manière à permettre une circulation aisée, tant pour l'exploitation normale que pour une intervention rapide. En l'absence de rayonnage en rack, les aires de stockage sont parfaitement identifiées au sol.
Constats : Il n'y a pas de stockage de gaz annexe aux installations, les réserves tampon sont intégrées aux équipements et approvisionnées en fonction des besoins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
Constats : Une procédure pour la marche normale des équipements est présente sur le site. Elle a été établie le 22/04/24. L'installation a fait l'objet d'un contrôle DESP (Directive des Équipements Sous Pression) en 2021 qui précisait la présence de cuves non re-qualifiables car trop anciennes. Leur changement est prévu sur 2024. L'APAVE a effectué la revérification des installations (rapport d'audit du 08/02/22). Un devis en date du 10/04/24 a été établi pour répondre aux non-conformités non résolues. En 2023, un audit préventif a été réalisé pour la reprise d'activité après un arrêt d'un an et demi

suite à la crise IAHP. Le changement de grosses tuyauterie en cuivre a été effectué. Le plan complet des installations avec l'ensemble des dénominations des équipement et circuits n'est pas à jour.

Les opérations d'arrêt et de redémarrage des équipements sont gérées par l'entreprise prestataire AXIMA Réfrigération qui est en charge de toutes les interventions sur les installations de réfrigération.

Sur site, l'équipe de maintenance vérifie le bon fonctionnement et le suivi des alertes générées par le système de supervision des installations (Détecteur de Niveau Intelligent). Les écarts de fonctionnement sont extraits informatiquement (volume de fluide dans les installations + sonde sur le volume tampon de réserve, températures des installations, chambres froides, ateliers de travail et alarmes en salle des machines). Les alertes sont reliées à une chaîne téléphonique et à l'envoi de mails à AXIMA. Il n'y a pas d'intervention par l'équipe de maintenance sur les installations.

La procédure en mode dégradée est incomplète :

- les consignes d'arrêt d'urgence et les mesures à prendre en cas de fuite de fluide frigorigène ne sont pas entièrement formalisées. Un affichage de consignes de sécurité est présent soit sur la porte d'accès à la centrale C3, soit sur les centrales C1 et C2.

- les consignes d'arrêt d'urgence ne sont pas affichées en salle des machines ou à proximité des installations

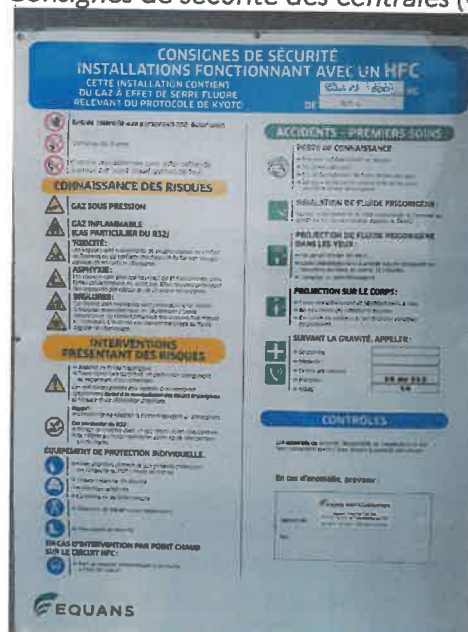
- les responsables ne sont pas nommément désignés

- l'historique des alertes est présent dans un outil numérique (GTC) ; il enregistre sans distinction tous les décalages (réguliers de routine et vraies alertes) ; Un cahier de suivi spécifique des interventions d'AXIMA a été mis en place avec un enregistrement des accidents/incidents sur les installations depuis le 07/12/23. La fuite de gaz accidentelle du 20/09/23 étant antérieure à la mise en place du registre, elle n'a pas fait l'objet d'un enregistrement sur ce cahier de suivi des incidents.

Registre d'interventions AXIMA

DATE	EQUIPEMENTS	MOTIF INTERVENTION	NATURE DES TRAVAUX / OBSERVATIONS	NOM	VISA
03/04/23	C3	Arrêt de fuite	On (WV) de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Cette on de 3 unités	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	
10/04/23		Arrêt de fuite	Arrêt de fuite de gaz	Stb	

Consignes de sécurité des centrales (C3)



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **2 mois**

N° 6 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité indiquent également : - l'interdiction d'apporter le feu sous une forme quelconque, dans les zones à risque de l'établissement - l'obligation du « permis de travail » pour les zones à risque de l'établissement - la procédure d'alerte avec les n° de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : Les consignes de sécurité et mesures à prendre en cas d'accidents ou de premiers soins sont affichées sur les équipements 1 et 2 (centrales 1 et 2) et à l'entrée de la salle des machines à l'étage (centrale n°3). Les coordonnées de la société AXIMA sont indiquées pour toute intervention en cas d'anomalie. L'établissement ne dispose pas de procédure décrivant les modalités d'apporter du feu dans les zones à risque préalablement identifiées et décrivant la délivrance de permis du feu. Les permis de feu sont cependant établis. La dernière intervention avec un permis feu date du 26/03/23. Elle concernait une intervention sur le groupe compresseur à l'étage. Le site dispose d'une alarme incendie et intrusion en plus du suivi informatique des installations de réfrigération. La procédure d'alerte n'est pas formalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires - la fréquence de contrôle des dispositifs de réglage, de signalisation, de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées - les instructions de maintenance et de nettoyage - le maintien dans les ateliers de fabrication de la quantité minimale de matières premières nécessaires au fonctionnement de l'installation.
Constats : La vérification des installations est contractualisée avec la société AXIMA (contrat du 05/07/21 avec tacite reconduction). AXIMA intervient 2 fois par an sur la base d'un plan de maintenance en fonction des équipements et des types de vérifications à réaliser. Le dernier rapport de vérification des installations présent sur site date du 10/05/23. Le dernier rapport de vérification n'était pas disponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Désenfumage
Prescription contrôlée :

Les locaux à risque d'incendie sont équipés en partie haute, sur au moins 2 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumées doit être facilement accessible depuis les accès.

Constats :

La centrale frigorifique n° 3 est placée à l'étage. L'installation est ancienne et n'est pas équipée de système d'évacuation des fumées.

Les centrales 1 et 2 sont placées en extérieur.

L'étude des dangers n'a pas été mise à jour suite aux modifications apportées aux installations de réfrigération.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **2 mois**

N° 9 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et pour protéger les installations contre la foudre et l'accumulation éventuelle d'électricité statique.

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

Constats :

Les détecteurs de feu sont vérifiés 2 fois par an. Le dernier rapport de vérification n'a pas été présenté sur site.

Le site dispose de 75 extincteurs sur le site. Ils ont été vérifiés en juin 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **1 mois**

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I point 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:

a. d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (hors locaux à température négative), sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Pour les locaux à température négative, les extincteurs sont installés à l'extérieur de ceux-ci ;

Lorsque l'installation fabrique, emploie (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à la rubrique 4802-2) ou stocke plus de 300 kg de fluide inflammable ou de fluide toxique, ou lorsque l'installation est soumise à la rubrique 4802-2 et comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable :

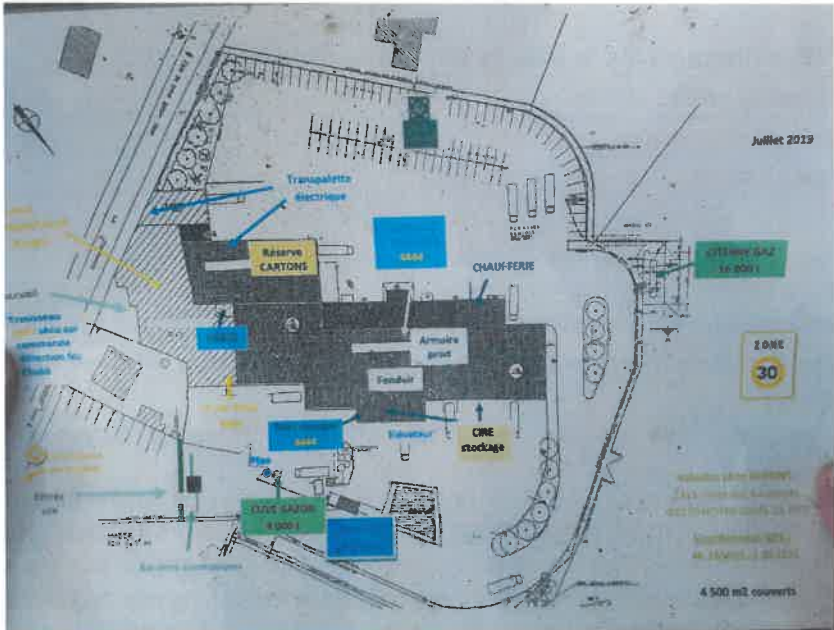
b. d'un système de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. Tous ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Une étude globale du site est prévue en mai 2024 pour s'assurer de la répartition des moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvres, stockées utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité ou le maintien en sécurité de l'établissement ;</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune des parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans tous les ateliers et lieux concernés. Un plan de ces zones à risque est également mis à jour.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi un plan des zones à risque tenu à la disposition des services de secours et d'incendie à proximité de l'entrée du site.</p> <p>Ce plan ne répertorie pas les installations de réfrigération qui présente un risque d'explosion sous l'effet de la chaleur en raison de l'utilisation des gaz R449A et R404A (classement en H280 dans les fiches de données de sécurité), ni les stockages de produits détergents, huiles usagées et bac de cire placés sur de la plate-forme à côté du bassin tampon d'eaux usées.</p> <p><i>Plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion</i></p>  <p>The image is a hand-drawn site plan of an industrial facility, dated 'Juillet 2019'. It shows various buildings and storage areas with labels in French. Key labels include 'Transpalette électrique', 'Réservoir CARTONS', 'CHAUD-FERRE', 'Armure prot', 'Fondoir', 'CIRE stockage', and 'CITE SAISON 4 500 l'. There are also blue and yellow rectangular markers on the plan. A speed limit sign 'ZONE 30' is visible on the right. At the bottom right, it says '4 500 m2 couverts'. The plan includes a compass rose and a north arrow.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Des produits liquides présentant un danger pour l'environnement sont stockés sans dispositif de rétention (1 cuve de 1000 litres d'AdBlue) à proximité de la pompe de distribution du gazoil.

De nombreuses taches d'hydrocarbures sont présentes sur cette zone.

Des liquides présentant un danger pour l'environnement tels que des désinfectants et des huiles usagers sont stockés sans dispositif de rétention ou sur un bac de rétention plein (pour 3 bidons d'huiles usagées), au niveau d'une plate-forme de stockage raccordée directement au bassin tampon des eaux usées destinées à être traitées dans la station de traitement communale. Les déversements accidentels (en cas de fuite) ne sont pas canalisés vers un dispositif de rétention qui permet de récupérer les produits dangereux pour l'environnement et de les évacuer sur une filière de traitement appropriée. Des substances nocives peuvent être présentes dans les effluents industriels après prétraitement sur site.

Cette plate-forme de stockage ne garantit pas la séparation de produits incompatibles.

Taches d'hydrocarbures au sol à la pompe de distribution



Huiles usagées débordant sur une rétention pleine



Huiles usagées sans dispositif de rétention et sol souillé



Cuve de désinfectant sans dispositif de rétention



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Déclaration des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise, ...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Un incident a eu lieu le 20/09/2023 au sein de l'ICPE: une rupture de canalisation sur la batterie évaporateur de la salle de conditionnement du site a entraîné une fuite de fluide frigorigène. La déclaration d'incident a été transmise à l'inspection des installations classées au-delà du délai de 15 jours (après 3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : tout futur incident / accident doit être déclaré dans les délais

N° 14 : Rejets des effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un contrôle de ses rejets d'eaux industrielles vers la station d'épuration communale selon le dispositif de surveillance définit dans le présent arrêté. Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement sont joints. Au moins une fois par an les prélèvements et analyses sont effectués par un organisme agréé par le Ministère de l'Écologie et choisi en accord de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les déclarations obligatoires des résultats de la surveillance des rejets d'eaux industrielles à destination de l'inspection des installations classées ne sont pas faites via l'application GIDAF depuis juin 2018. Aucune régularisation sur GIDAF n'a été effectuée depuis le jour de l'inspection. Les résultats transmis par fichiers EXEL montrent des dépassements réguliers des valeurs limites de rejets prescrites dans le présent arrêté sur les paramètres volume journalier maximal et azote global et occasionnellement en MES.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois